



Une enquête menée par des experts d'Amnesty International a recueilli des preuves crédibles selon lesquelles ce sont des soldats camerounais représentés dans une vidéo exécutant les horribles exécutions extrajudiciaires de deux femmes et de deux jeunes enfants. Alors qu'une enquête a maintenant été annoncée, le ministère de la Communication a précédemment rejeté la vidéo des tueries comme de «fausses nouvelles».

Une analyse approfondie des armes, du dialogue et des uniformes qui figurent dans la vidéo, associée à des techniques de vérification numérique et à des témoignages tirés du terrain, suggère fortement que les auteurs des exécutions sont des soldats camerounais.

"L'affirmation initiale des autorités camerounaises selon laquelle cette vidéo choquante est fautive ne résiste pas à l'examen. Nous pouvons fournir des preuves crédibles du contraire. Compte tenu de la gravité de ces actes horribles - massacres sanglants et calculés de femmes et de jeunes enfants - ces dénégations hâtives et dédaigneuses jettent un sérieux doute sur l'authenticité d'une enquête », a déclaré Samira Daoud, directrice adjointe du bureau Afrique de l'Ouest d'Amnesty International.

"Il est impératif qu'une enquête appropriée et impartiale soit entreprise et que les responsables de ces actes répugnants soient traduits en justice".

Alors que tous les éléments analysés jusqu'ici par Amnesty International suggèrent fortement l'authenticité de la vidéo, la date à laquelle elle a été prise reste floue. La vidéo montre les soldats utilisant des fusils de type Galil et Kalachnikov. Alors que les armes de type AK sont communes, le Galil, l'arme spécifiquement utilisée dans l'exécution, est relativement rare et distinctif.

Selon le Small Arms Survey, le Galil est seulement «occasionnel» en Afrique subsaharienne parmi les gouvernements et inconnu des acteurs non étatiques. La seule force dans la région transportant Galil est un petit sous-ensemble de l'armée camerounaise.

Les armes et les uniformes des soldats de la vidéo sont représentatifs de l'armée camerounaise et présentent des motifs compatibles avec un certain nombre d'unités possibles, notamment l'infanterie régulière et le BIR (Rapid Intervention Battalion), les forces spéciales de l'armée camerounaise.

La personne qui filme la vidéo identifie spécifiquement deux membres du groupe en tant que soldats. Le premier est un soldat de second rang (soldat de deuxième grade) qu'il nomme «Cobra», le second un caporal-chef (chef caporal) nommé «Tchotcho».

Ces noms signifient que le groupe peut être identifié. L'uniforme du Caporal-chef est un motif de rayures de tigre qui est la norme parmi l'armée régulière camerounaise. Les autres soldats portent des chemises noires et des pantalons de bois vert et noir.

Bien que le ministère de la Communication affirme que le caractère mixte et occasionnel des uniformes indique un manque d'authenticité, les enquêteurs d'Amnesty International ont constaté le contraire.

Les uniformes mixtes et partiels sont courants parmi le personnel de l'armée, en particulier dans les régions éloignées où cet incident a eu lieu. Des soldats de la région de l'Extrême-Nord portant des tongs et des t-shirts décontractés, ainsi qu'un mélange de rayures tigrées et d'imprimés boisés, peuvent être clairement vus dans des vidéos précédemment vérifiées par Amnesty International.

Les soldats sont suivis par une dizaine de personnes qui, selon les sources consultées, sont probablement des membres du comité local des vigilants (car ils portent des armes légères comme des massues et des machettes) du village voisin. Selon les analystes d'Amnesty International, la vidéo a probablement été filmée dans la région de Mayo Tsanaga dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

La végétation est généralement cohérente et correspond à d'autres images de la région. Les cultures de terrasse, comme visible dans la vidéo, se trouvent à Mayo Tsanaga. Les roches, les montagnes et les arbustes à faible croissance (localement connu sous le nom "tchaski") peuvent également être trouvés dans Mayo Tsanaga. Il y a une base militaire située à Mozogo dans cette région. "Les preuves que nous avons fournies constituent une base solide pour suggérer fortement que les individus qui commettent ces atrocités sont des membres des forces armées camerounaises.

Certaines personnes sont clairement identifiables et ne peuvent être autorisées à s'en tirer impunément avec un acte aussi odieux ", a déclaré Samira Daoud. "Alors que les crimes de droit international, y compris les crimes de guerre, et les violations des droits de l'homme commises par Boko Haram au Cameroun sont méprisables, absolument rien ne peut justifier les crimes commis par certains membres des forces armées." Amnesty International demande que les personnes soupçonnées de responsabilité pénale pour ces crimes en vertu du droit international, y compris les supérieurs qui savaient ou auraient dû savoir que leurs subordonnés commettaient des exécutions extrajudiciaires, soient traduites en justice dans des procès équitables devant les tribunaux civils ordinaires.

Contexte Amnesty International a documenté des crimes relevant du droit international, dont certains sont assimilés à des crimes de guerre, ainsi que des violations des droits humains commises par des membres des forces de sécurité camerounaises dans leur lutte contre le groupe armé Boko Haram dans le Grand Nord.

[amnestyusa.org/237actu.com](https://www.amnestyusa.org/237actu.com)
